

DEPARTEMENT
V A U C L U S E
CANTON
L'ISLE SUR LA SORGUE
COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE

PG/LG/PP/CJ/AP/RV  
Direction des Services Techniques  
Secteur Gestion du Domaine Public

Mis en ligne le 8 juillet 2024

## ARRETE DU MAIRE

**OBJET :** INTERDICTION TEMPORAIRE DE CIRCULER sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : chemin des Hors pour des travaux de création d'un hôtel.  
Du lundi 08 juillet 2024 au lundi 31 mars 2025 de 08h00 à 18h00.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

- VU** Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,
- VU** Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines des dispositions du dit code,
- VU** Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,
- VU** La décision DF23-1242 du 20 décembre 2023 visée en Préfecture le 21 décembre 2023 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024,
- VU** La demande formulée par l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION 181, avenue Marcel Demonque 84000 Avignon en date du 04 juillet 2024, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques.
- VU** L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,
- VU** L'arrêté DAJ 2024-094 du 28 mars 2024 visé en Préfecture le 19 avril 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7<sup>ème</sup> Adjoint au Maire,
- VU** L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
- VU** L'avis favorable du Service Juridique,
- CONSIDERANT** Qu'il convient d'instaurer une interdiction temporaire de circuler au lieu-dit cité en objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public, et les intervenants du chantier.

ARRETE

**ARTICLE 1** Du lundi 08 juillet 2024 au lundi 31 mars 2025 de 08h00 à 18h00 date des travaux, une interdiction temporaire de circuler sera autorisée au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION de procéder à des travaux de création d'un hôtel.

**ARTICLE 2** **Prescriptions spéciales :**  
**Le présent arrêté devra être affiché à chaque extrémité du chantier.**  
**La zone des travaux devra être sécurisée.**  
**L'accès riverains sera maintenu.**  
**Un fléchage sera fait en amont du chemin pour dévier les piétons.**  
**Les abords du chantier devront être nettoyés.**  
**La chaussée devra être rendue à l'identique.**  
**ATTENTION : Les pétitionnaires à l'initiative des travaux seront en charge de la communication des riverains.**

**ARTICLE 3** Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.  
 La responsabilité de l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

**ARTICLE 4** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.  
 La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur FERRAGUT Laurent Tél : 06.43.23.79.95.

**ARTICLE 5** Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

**ARTICLE 6** L'occupation du domaine public autorisée par le présent arrêté donne lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant est défini chaque année par une décision du Maire.

**ARTICLE 6** **Les droits des tiers sont et demeurent préservés.**

**ARTICLE 7** **Les accès aux propriétés seront préservés.**

**ARTICLE 8** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.  
 La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

**ARTICLE 9** Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture sur sa demande pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

**ARTICLE 10** Monsieur l'Adjoint au Maire,  
 Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,  
 Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,  
 sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Isle sur la Sorgue, le 04 juillet 2024,  
 L'Adjoint Délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,  
 M. Ludovic GERMAIN

ARR DICT 2024-399

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.